

Commissaires aux comptes

Jocelyne CHAPUT

Philippe BORDERE

Virginie REIGUE-LAURENT

Comité National Olympique et Sportif Français

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

SAS AUDITEURS ASSOCIES, 26 rue Atlantis, Parc d'Ester – BP 96981
87069 Limoges Cedex
Téléphone : 05 55 10 22 00 - Fax : 05 55 77 44 77

Société de commissariat aux comptes inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattachée à la Compagnie Régionale des
Commissaires aux comptes de Grande Aquitaine
Société par actions simplifiée au capital de 200 000 €
RCS Limoges B 399 315 829

Comité National Olympique et Sportif Français

1 avenue Pierre de Coubertin
75640 PARIS CEDEX 13
SIRET 784 354 276 00023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association **Comité National Olympique et Sportif Français**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Comité National Olympique et Sportif français** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des provisions pour risques et charges et les fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comité National Olympique et Sportif Français

1 avenue Pierre de Coubertin
75640 PARIS CEDEX 13
SIRET 784 354 276 00023

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;


Comité National Olympique et Sportif Français

1 avenue Pierre de Coubertin
75640 PARIS CEDEX 13
SIRET 784 354 276 00023

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Limoges, le 5 mai 2025

Le commissaire aux comptes



AUDITEURS ASSOCIES
Philippe BORDERE

Comité National Olympique Sportif Français

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	596 343	315 821	280 521	24 411	
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	596 343	315 821	280 521	24 411	
	Immobilisations corporelles	Terrains	2 500 000		2 500 000	2 500 000
		Constructions	13 900 000	10 530 303	3 369 696	3 790 909
		Inst.techniques, mat.out.industriels	5 451 042	3 333 570	2 117 472	2 057 188
Immobilisations corporelles en cours		8 016		8 016	74 235	
Avances et acomptes						
TOTAL	21 859 059	13 863 873	7 995 186	8 422 332		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	442		442	19 062	
	Prêts					
	Autres	16 000		16 000	18 859	
TOTAL	16 442		16 442	37 921		
Total I			22 471 845	14 179 694	8 292 150	8 484 666
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 468 669	20 320	2 448 349	2 027 279
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	2 362 503		2 362 503	2 729 450
		TOTAL	4 831 173	20 320	4 810 853	4 756 729
	Divers	Valeurs mobilières de placement	9 500 000		9 500 000	10 000 000
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		17 030 422		17 030 422	12 600 224	
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		442 514		442 514	2 944 649	
Total II			31 804 110	20 320	31 783 790	30 301 604
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			54 275 956	14 200 015	40 075 941	38 786 270
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Comité National Olympique Sportif Français

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	862 621	862 621
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation	15 802 664	15 802 664
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	5 925 780	5 542 263
	Autres		
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		2 275 249	383 517
Situation nette (sous-total)		24 866 316	22 591 066
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Total I		24 866 316	22 591 066
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 473 149	6 888 789
Total II		1 473 149	6 888 789
Provisions	Provisions pour risques	374 000	193 290
	Provisions pour charges	184 445	193 416
Total III		558 445	386 706
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 757 313	3 990 012
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	5 438 207	2 326 700
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	946 677	1 499 255
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	35 830	1 103 740
Total IV		13 178 029	8 919 709
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		40 075 941	38 786 270
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Édité à partir de Losp V5.30.5

Comité National Olympique Sportif Français

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	389 955	361 080
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	33 738 229	14 100 065
	<i>dont parrainages</i>	28 690 614	13 874 987
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	14 729 761	11 558 858
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	706 281	334 750
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	666 784	479 680
	Utilisations des fonds dédiés	5 415 639	300 166
	Autres produits	233 908	293
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	55 880 560	27 134 894
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	37 671 180	11 548 652
	Aides financières	3 170 670	3 240 018
	Impôts, taxes et versements assimilés	770 415	652 417
	Salaires et traitements	6 750 895	6 082 697
	Charges sociales	2 965 987	2 678 923
Charges d'exploitation	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	865 352	772 901
	Dotations aux provisions	394 320	207 344
	Reports en fonds dédiés		1 535 106
	Autres charges	212 906	116 258
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	52 801 729	26 834 319
1. Résultat d'exploitation (I-II)		3 078 831	300 574

Faire à partir de l'annexe 93-2015

Comité National Olympique Sportif Français

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	580 009	252 714
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	27 480	10 598
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	607 490	263 313
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	25 388	78 372
	Différences négatives de change	18 620	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	44 008	78 372
	2. Résultat financier (III-IV)	563 481	184 941
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	3 642 313	485 516
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		8 049
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		8 049
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	610	16 827
	Sur opérations en capital	5 085	1 311
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	5 695	18 139
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	-5 695	-10 089
	Participation des salariés aux résultats VII	481 569	
	Impôts sur les bénéfices VIII	879 798	91 909
	Total des produits (I + III + V)	56 488 051	27 406 258
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	54 212 801	27 022 740
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 275 249	383 517
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Comité National Olympiques et Sportif Français

**Annexe aux comptes
annuels de l'exercice
clos le 31 décembre
2024**

CE DOCUMENT, VISÉ PAR NOS SOINS, EST INDISSOCIABLE
DE NOTRE RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Table des matières

1	Objet social	4
2	Faits caractéristiques significatifs de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	6
3	Principes et méthodes comptables	7
3.1	Principes généraux	7
3.1.1	Changement de méthode comptable	7
3.1.2	Changement d'estimation	7
3.1.3	Corrections d'erreurs	7
3.2	Dérogations	7
3.3	Principales méthodes comptables	7
3.3.1	Présentation des comptes	7
3.3.2	Méthode générale	8
4	Informations relatives aux postes du bilan	9
4.1	Actif immobilisé	9
4.1.1	Etat de l'actif immobilisé (brut)	10
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10
4.1.3	Immobilisations incorporelles	11
4.1.4	Immobilisations corporelles	11
4.1.5	Immobilisations Financières	13
4.2	Actif circulant	14
4.2.1	Créances	14
4.2.2	Produits à recevoir	14
4.2.3	Dépréciations	15
4.2.4	Valeurs Mobilières de Placement	15
4.2.5	Disponibilités	15
4.2.6	Charges constatées d'avance	15
4.3	Fonds propres	16
4.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	16
4.4	Fonds dédiés	16
4.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	17
4.6	Dettes	18
4.6.1	Etat des dettes	18
4.6.2	Charges à payer	19
4.6.3	Produits constatés d'avance	19
5	Informations relatives au Compte de résultat	20
5.1	Produits du compte de résultat	20
5.2	Honoraires commissaire aux comptes	20
5.3	Participation au résultat	20
6	Informations relatives à la fiscalité	21
6.1	Impôt sur les bénéfices	21
6.1.1	Ventilation de l'origine	21
6.2	Autres informations spécifique liées à l'IS	21

7	Autres informations et engagements	21
7.1	Engagements financiers donnés et reçus	21
7.2	Contributions volontaires en nature	21
7.3	Informations relatives aux dirigeants	22
8	Informations relatives à l'effectif	22

1 Objet social

Le Comité National Olympique et Sportif Français a pour objet et missions, tel que décrit dans les statuts :

- de propager les principes fondamentaux de l'Olympisme définis par Pierre de Coubertin et énoncés dans la Charte olympique, notamment en contribuant à la diffusion de l'Olympisme dans les programmes de formation et d'enseignement; de veiller à la création et aux activités d'institutions (Académies nationales olympiques, musées olympiques) se consacrant à l'éducation olympique et à la mise en œuvre de programmes culturels en relation avec le Mouvement olympique ; d'agir contre toute forme de discrimination et de violence dans le sport et contre l'usage de substances ou de procédés interdits par le CIO ou les FI et au Code mondial antidopage ; de participer aux actions en faveur de la paix et de la promotion des femmes dans le sport ; de prendre en compte de manière responsable les problèmes d'environnement et de développement durable ; et, plus généralement, d'assurer le respect de la Charte olympique, de définir, en conformité avec elle, les règles déontologiques du sport et de veiller à leur observation;
- de participer à la prévention du dopage et d'agir, conformément aux dispositions du Code du Sport ainsi qu'au Code mondial antidopage, contre l'usage des substances ou procédés interdits par le CIO, les FI et la législation en vigueur ;
- de promouvoir l'unité du mouvement sportif dont les composantes sont les fédérations sportives, les groupements sportifs qui leur sont affiliés et leurs licenciés ; de représenter le mouvement sportif, notamment dans les instances dont l'objet est de contribuer directement ou indirectement au développement du sport ou à la mise en œuvre des fonctions sociales qui lui sont reconnues ; de faciliter le règlement des conflits nés au sein du mouvement sportif, par voie de conciliation ou d'arbitrage; d'agir en justice pour la défense des intérêts collectifs du mouvement sportif ;
- d'entreprendre, au nom des fédérations ou avec elles et dans le respect de leurs prérogatives, toutes activités d'intérêt commun de nature à encourager le développement du sport de haut niveau ainsi que du sport pour tous, notamment dans le domaine de la promotion des sportifs sur le plan social, de la formation initiale et continue des dirigeants, cadres et techniciens, ou encore dans celui de la recherche, de la prospective, de la documentation et de la communication ;
- de constituer, organiser et diriger la délégation française aux Jeux olympiques et aux compétitions multisports régionales, continentales ou mondiales patronnées par le CIO ; il est responsable du comportement des membres de ses délégations ; il a l'obligation de participer aux jeux de l'Olympiade en y envoyant des athlètes ;

Éclairer
Entreprendre
Réussir

CE DOCUMENT, VISÉ PAR NOS SOINS, EST INDISSOCIABLE
DE NOTRE RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

© RYDGE Conseil

- de désigner la ville française qui peut présenter sa candidature à l'organisation des Jeux olympiques ;
- de s'opposer à tout usage du symbole, du drapeau, de la devise et de l'hymne olympiques qui serait contraire aux dispositions de la Charte olympique et de veiller à la protection des termes « cc olympique » et « olympiade » ;
- d'œuvrer, conformément à la Charte olympique, pour maintenir des relations d'harmonie et de coopération avec l'Etat et les collectivités publiques. Toutefois, le C.N.O.S.F. doit préserver son autonomie et résister à toutes les pressions, y compris celles d'ordre politique, religieux ou économique, qui peuvent l'empêcher de se conformer à la Charte olympique.

2 Faits caractéristiques significatifs de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2024 a été marquée par les faits suivants :

- La conduite de la délégation française aux Jeux Olympiques de Paris 2024 ;
- Les actions Gagnez en France pilotées par le CNOSF (Billetterie pour l'entourage des athlètes & encadrants, le dispositif Allez les bleus, l'animation & la mobilisation du réseau des athlètes, ...) ;
- L'organisation du Club France ;
- Le succès de la candidature des Alpes françaises aux Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030 ;
- L'intégration des premières actions d'héritage autour des programmes Allez les Bleus, Génération 2024 et la Semaine Olympique et Paralympique ;
- La fin du programme marketing joint avec Paris 2024 et sa traduction financière favorable.

Ces éléments ont entraîné une très forte augmentation des produits et des charges sur l'exercice 2024 par rapport à l'exercice 2023. »

2.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Changement de méthode comptable

L'association n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

3.1.2 Changement d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

3.1.3 Corrections d'erreurs

L'association n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

3.2 Dérogations

L'association n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

3.3 Principales méthodes comptables

3.3.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

3.3.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les financements octroyés par l'association sont comptabilisés sur la base du budget voté, ajusté des demandes de financements réelles.

4 Informations relatives aux postes du bilan

4.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

4.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	Montant en euros				
	Variations de l'exercice				31/12/2024
	31/12/2023	+	-	Virements	
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	De poste à poste	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	271 554	324 788			596 343
Immobilisations incorporelles en cours					
Total Immobilisations incorporelles	271 554	324 788	-	-	596 343
Terrains	2 500 000				2 500 000
Constructions	13 900 000				13 900 000
Install. agencements sur sol d'autrui					
Installations agencements	2 644 849	260 425			2 905 274
Autres immobilisations corporelles	2 448 233	180 408	82 872		2 545 769
Immobilisations en cours	74 235	83 496	149 715		8 016
Total Immobilisations corporelles	21 567 318	524 329	232 587	-	21 859 059
Participations et créances rattachés	-				
Autres titres immobilisés	19 062		18 620		442
Prêts					
Dépôts	18 859		2 859		16 000
Total Immobilisations financières	37 921	-	21 479	-	16 442
Total	21 876 794	849 117	254 067	-	22 471 845

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	Montant en euros				
	Variations de l'exercice				31/12/2024
	31/12/2023	+	-	Virements	
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotation de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Réaffectation d'immos	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	247 142	68 678			315 821
Total Immobilisations incorporelles	247 142	68 678	-	-	315 821
Constructions	10 109 090	421 212			10 530 303
Installations agencements					
Autres immobilisations corporelles	3 035 894	375 462	77 786		3 333 570
Total Immobilisations corporelles	13 144 985	796 674	77 786	-	13 863 873
Total	13 392 128	865 353	77 786	-	14 179 694

4.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escompte de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.3.1 Principaux mouvements

Les principaux mouvements concernent l'activation de la Refonte du site institutionnel pour 119 K€, site Génération 2024 pour 30 K€ et l'outil de communication marketing "Allez les Bleus " pour 175 K€.

4.1.3.2 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée d'amortissement
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	L	3 à 8 ans

4.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

4.1.4.1 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice se composent de :

Installations et agencements :

- Travaux Salle de presse 69 K€
- Matériel de cuisine 38 K€
- Réfection éclairage amphithéâtre 33 K€
- Salle d'enregistrement 17 K€
- Travaux Sanitaires 97 K€
- Autres 6 K€

Matériel informatique :

Acquisitions pour 125 K€ (notamment des ordinateurs, écrans...)

Mise au rebut pour 83 K€ (Ordinateurs, écrans)

Mobilier : acquisitions pour 53 K€ (Estrades, sièges, tables, fauteuils...)

4.1.4.2 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée d'amortissement
Œuvre d'art		Non amorti
Terrain		Non amorti
Constructions :		
- gros œuvres	L	40 ans
- couvertures et menuiseries extérieures	L	5 à 20 ans
Agencements, installations et aménagements	L	5 à 10 ans
Mobilier	L	5 ans
Matériel informatique	L	3 ans

4.1.5 Immobilisations Financières

Montant en euros	
Catégories d'immobilisations	Montant Net 31/12/2024
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	442
Prêts	
Autres immobilisations financières	16 000

4.1.5.1 Autres titres immobilisés

Le CNOSF a vu sa participation à Société Anonyme du palais omnisports de Paris Bercy (SAE POPB) diluée suite aux opérations de recapitalisation des assemblées générales du 27 novembre 2020 et du 2 décembre 2021 :

- À l'origine, le CNOSF détenait 1250 actions, soit un total de 19 062,50 €.
- Après la recapitalisation de 2020, la participation est passée de 1250 actions à 219 actions.
- Après la recapitalisation de 2021, la participation est passée de 219 actions à 29 actions d'une valeur nominale de 15,25€ soit 442€.
- Le capital social est composé à ce jour de 131 415 actions d'une valeur nominale de 15,25€, avec ces 29 actions au 31/12/2024 le CNOSF ne détient plus que 0,02% de l'Accord Arena.

4.1.5.2 Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières concernent le dépôt de garantie relatif à la location de locaux rue du Père Corentin.

4.2 Actif circulant

4.2.1 Créances

Montant en euros			
Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	16 000	-	16 000
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres	16 000		16 000
Créances de l'actif circulant	4 831 173	4 831 173	-
Clients douteux ou litigieux	24 385	24 385	-
Autres créances clients	2 444 285	2 444 285	-
Personnel et comptes rattachés	409	409	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	24 590	24 590	-
Etat et autres collectivités publiques	924 796	924 796	-
Débiteurs divers (*)	1 412 708	1 412 708	-
Charges constatées d'avance	442 514	442 514	-
Total	5 289 687	5 273 687	16 000

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

4.2.2 Produits à recevoir

Montant en euros	
Produits à recevoir	Montant brut
Intérêts courus	199 081
Factures à établir	2 251 250
Avoirs à recevoir	
Personnel	409
Organismes sociaux	
Etat	
Autres produits à recevoir	521 110
Total	2 971 851

4.2.3 Dépréciations

Montant en euros				
	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Créances		20 320		20 320
VMP				
Total	-	20 320	-	20 320

Les dotations pour dépréciations de créances clients s'élèvent à 20 K€.

4.2.4 Valeurs Mobilières de Placement

Au 31 décembre 2024, les VMP s'élèvent à 9 500 K€ et se composent essentiellement de comptes à terme.

4.2.5 Disponibilités

L'état des comptes en banque est le suivant au 31/12/2024 :

- Comptes en banque du CNOSF : 16 831 K€,
- Caisse CNOSF : 0 K€
- Intérêts Courus VMP : 199 K€

4.2.6 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 442 K€ et concernent principalement les licences, les maintenances, les abonnements et les frais de délégations Milan 2026.

4.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

4.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Montant en euros					
Variation des fonds propres	31/12/2023	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	31/12/2024
Fonds propres statutaires	862 621				862 621
Fonds propres sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation	15 802 664				15 802 664
Réserves	5 542 263	383 517			5 925 780
dont Réserves statutaires ou contractuelles					
dont Réserve pour projet de l'entité	5 542 263	383 517			
dont autres Réserves					
Résultat de l'exercice	383 517	- 383 517	2 275 249	-	2 275 249
Total	22 591 066	-	2 275 249	-	24 866 316

4.4 Fonds dédiés

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Montant en euros						
Variation des Fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation en cours d'exercice		A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention Ministère Sports pour les JO	6 667 887		5 337 524		1 330 363	
OFAJ	220 729		78 116		142 613	
Prix Piotr Nurowski	174				174	174
Total	6 888 789	-	5 415 640	-	1 473 149	174

4.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Une provision est constatée en présence d'une obligation devant engendrer une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers, sans contrepartie équivalente attendue de celui-ci. L'obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, ou être implicite. Les provisions pour risques et charges font l'objet d'une évaluation au cas par cas.

Provisions	Montant en euros			
	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant global
Provisions pour risques (1)	193 290	374 000	193 290	374 000
Provisions pour charges (2)	193 416		8 970	184 445
Total	386 706	374 000	202 260	558 445

- (1) Les provisions pour risques sont principalement liées aux litiges prud'hommaux et au GIP France 2023.
- (2) Les provisions pour charges sont constituées de la provision d'indemnités de départ à la retraite.
Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :
- Taux d'actualisation : 3,40 % ;
 - Age de départ à la retraite présumé : 65 ans ;
 - Date d'entrée du salarié ;
 - Taux moyen de charges sociales : 50 %
 - Taux d'évolution salariale moyen : 1 %
 - Une table de turnover : statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche (sport)
 - Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

4.6 Dettes

4.6.1 Etat des dettes

Montant en euros				
Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	6 757 314	6 757 314		
Personnel et comptes rattachés	1 696 616	1 696 616		
Sécurité sociale et autres organismes	1 231 503	1 231 503		
Etat et autres collectivités publiques	2 510 089	2 510 089		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (*)	946 678	946 678		
Produits constatés d'avance	35 831	35 831		
Total	13 178 029	13 178 029		

4.6.2 Charges à payer

Montant en euros	
Charges à payer	Montant brut
Fournisseurs	2 793 299
Factures non parvenues	2 793 299
RRR à accorder et autres avoirs	
Congés payés, CET et RTT	1 479 421
Congés provisionnés, RTT et charges	951 427
Provision CET et charges	527 994
Autres dettes fiscales et sociales	802 059
Personnel	697 982
Organismes sociaux	104 077
Etat	
Autres dettes	118 582
Total	5 193 361

4.6.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance de 35 K€ à la clôture de l'exercice concernent des produits d'exploitation.

5 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

5.1 Produits du compte de résultat

Montant en euros		
Montants en €	31/12/2024	31/12/2023
Cotisations	389 955	361 080
Ventes de prestations de services	33 738 229	14 100 065
Concours publics et subventions d'exploitation	14 729 761	11 558 858
Contributions financières	706 282	334 750
Reprises sur amort. Dépr.prov. Et transferts de charges	666 785	479 680
Utilisations des fonds dédiés	5 415 640	300 166
Autres produits	233 909	293
Total	55 880 560	27 134 894

5.2 Honoraires commissaire aux comptes

Montant en euros	
	Montant HT 2024
Honoraires HT facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes	10 832
Honoraires HT facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	
Total	10 832

5.3 Participation au résultat

En date du 12 juillet 2024, un accord de participation a été conclu.

Le montant de la réserve spéciale de participation est enregistré sur une ligne dédiée du compte de résultat pour un montant de 481 K€.

6 Informations relatives à la fiscalité

6.1 Impôt sur les bénéfices

6.1.1 Ventilation de l'origine

	Montant en euros
	Résultat courant
Résultat avant impôts	3 642 313
Impôts: au taux de 25%	- 910 795
Crédits d'impôts et imputations diverses : (CIR)	30 996
Résultat exceptionnel et participation	- 487 264
Résultat après impôts	2 275 249

6.2 Autres informations spécifique liées à l'IS

Crédits d'impôts :

Les montants et natures des crédits d'impôts sont les suivants :

- Crédit d'impôt recherche : 30 996€

7 Autres informations et engagements

7.1 Engagements financiers donnés et reçus

Le CNOSF n'a reçu ou donné aucun engagement financier à ce jour.

7.2 Contributions volontaires en nature

A ce jour, le CNOSF considère que les contributions volontaires en nature perçues ne sont pas significatives.

Celles-ci sont principalement constituées des temps passés par des bénévoles dans le cadre de la conciliation.

7.3 Informations relatives aux dirigeants

En conformité avec les articles 261-7-1°-d et 242-c du Code Général des Impôts :

Par décision de l'Assemblée Générale du CNOSF du 8 mars 2022, il a été décidé des modalités de rétribution de la Secrétaire Générale du CNOSF. Cette rétribution a été fixée à 2 500 € bruts par mois. Du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, le montant de la rétribution versée à Madame Astrid Guyart s'est élevé à 30 000 € bruts soit 23 688,96 € nets. Ces sommes sont déclarées et soumises aux charges sociales et fiscales.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles, ou salariés, à savoir Président (non rémunéré depuis le 30 juin 2023), Secrétaire Générale (rémunérée), et Trésorier (non rémunéré), s'élève ainsi à 30 000 € bruts pour l'exercice 2024 soit 23 688,96 € nets.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie

	Personnel salarié (effectif moyen 2024)	Personnel mis à disposition (2024)	Personnel salarié (effectif moyen 2024)
Contrats d'apprentissages	10		10
Contrats de professionnalisation	-		-
CIFRE	2		2
Non cadres	20		20
Cadres	77		77
Total	109	-	109